

Que l'on modifie l'amendement en retranchant les mots «l'acquisition continue de sociétés privées par le gouvernement et», en remplaçant le point final de l'amendement par une virgule et en ajoutant tout de suite après les mots suivants:

«et qu'elle blâme le gouvernement en particulier parce qu'il applique une politique menant à un taux de chômage délibérément élevé.»

Ainsi se termine mon discours.

M. l'Orateur: Le vote porte donc sur le sous-amendement.

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je suis persuadé qu'en présentant cet amendement, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) avait entre autres intentions celle de me donner la possibilité de prendre la parole une deuxième fois au cours du débat sur le budget, après que la Chambre se sera prononcée sur son amendement.

A mesure que l'après-midi passait, je commençais à craindre d'être obligé malgré moi de faire comme le premier ministre (M. Trudeau) qui a bien des mauvaises habitudes, dont celle de faire ses déclarations et ses discours après 6 heures seulement. Je suis heureux que les choses n'aient pas tourné ainsi, et d'avoir la possibilité de m'adresser à la Chambre cet après-midi.

Il est assez significatif que la reprise du débat budgétaire ait été retardée jusqu'à un certain point par une déclaration du ministre des Postes (M. Lamontagne) sur situation aux Postes. Quand le gouvernement a pris le pouvoir il y a dix ans, le service postal faisant un peu de bénéfices. Aujourd'hui, son déficit s'élève à près d'un demi-milliard de dollars. Bien sûr, le gouvernement propose de refiler le fardeau de ce déficit aux Canadiens ordinaires qui sont le moins en mesure de le payer. Ces Canadiens ordinaires s'attendaient à un service postal raisonnablement efficace.

Ce ne sera pas la première fois que l'on aura pris ce genre de mesures. On a déjà vu une situation tout à fait semblable quand il fallu déterminer qui devait payer pour les erreurs commises par le gouvernement dans le cadre de ces politiques de Taj Mahal dans le domaine du transport aérien. Le gouvernement a construit des aéroports comme Mirabel et d'autres pour répondre à des besoins qui dépassent de loin ceux du Canada. Il a ensuite fait passer les dépenses, comme le ministre l'a proposé dans son budget l'autre soir, aux Canadiens ordinaires qui doivent voyager par avion. Comme un porte-parole de Québécois l'a mentionné l'autre soir, il fait en sorte que les dépenses les plus lourdes retombent sur les voyageurs qui vivent dans des petites villes à Terre-Neuve, dans les provinces de l'Atlantique et le nord de l'Ontario. Ils paieront régulièrement plus cher que les Canadiens qui voyagent entre les grands aéroports métropolitains.

Le déroulement des événements qui se rattache au budget serait presque comique s'il n'avait pas autant d'importance. Notre ministre des Finances (M. Chrétien) présente en fait son troisième budget, et étrenne au moins sa troisième paire de chaussures en 14 mois.

M. Chrétien: La deuxième.

M. Clark: Le ministre parle-t-il des chaussures ou du budget?

M. Chrétien: Des chaussures.

M. Martin: Et du budget.

M. Chrétien: Et du budget. Pas de malentendu.

Budget—M. Clark

M. Clark: Je n'ai guère confiance évidemment dans le jugement du ministre en matière économique, mais en matière de chaussures je veux bien prendre sa parole.

L'autre soir, le ministre des Finances aurait dit à la télévision—à l'ennemi comme on l'appelle au gouvernement—qu'il ne présentera pas de nouveau budget avant les élections. J'imagine qu'on a voulu l'en empêcher, parce que dans mon parti nous sommes persuadés qu'il va y avoir un nouveau budget et un nouveau ministre avant le déclenchement des élections, quelque part le printemps prochain, après cinq ans de retard.

Autre côté comique de la situation, le ministre a trois grands stimulants à son crédit. D'abord les deux mois de congé fiscal accordés au début de l'année pour augmenter le produit national brut. Il a bien augmenté dans le premier trimestre, mais de 0,7 p. 100. Ensuite il a parlé du crédit d'impôt à la création d'emplois, deuxième stimulant qu'il devait présenter. Il devait faire créer 50,000 emplois nouveaux. En fait, le chiffre est de 8,000. Petite erreur de 85 p. 100. Et enfin, ces six mois de géniale réduction de la taxe de vente provinciale, dont la date d'effet a été calculée pour relancer non pas l'économie, mais les chances électorales du parti libéral. Et maintenant que l'économie aurait vraiment besoin d'être stimulée, avec l'arrivée de l'hiver, la mesure disparaît.

Comme je le dirai dans quelques instants, il se trouve que lors des derniers mois de l'année—les mois difficiles, les mois d'hiver—la stimulation économique exercée par le gouvernement sera moins forte que pendant les mois de relative facilité qui ont procédé l'expiration des mesures d'allègement des taxes de vente provinciales.

Là encore, le ministre se trompe dans ses prévisions, comme toujours. En fait, il se trompe si lourdement que je lui recommande, après sa défaite aux prochaines élections fédérales de déménager à Toronto où il pourrait prendre partie pour les Argonauts. Je ne connais pas d'autre groupe qui se trompe aussi souvent dans ses prévisions.

Des voix: Bravo!

M. Clark: De plus, pour ce qui est de la franchise à la Chambre des communes, ce ministre a fait des déclarations que l'on peut difficilement considérer comme complètes. Nous savons, par exemple, que lorsqu'il parle de son déficit, il ne mentionne pas des dettes d'au moins 854 millions de dollars contractées par le gouvernement du Canada rien que par le biais de trois sociétés de la Couronne. Nous ignorons, parce qu'il se refuse à dire la vérité aux Canadiens, quel est le montant exact des autres obligations contractées par le gouvernement ou ses organismes, obligations qui sont portées au débit des comptes et du crédit du Canada et que l'on devrait considérer comme un élément du déficit accumulé par le gouvernement.

Enfin, monsieur, dans tout ce semblant de gouvernement, on nous donne différentes explications, pour trouver qui est responsable au juste. On blâme parfois le temps d'être à l'origine de toutes les difficultés de l'économie canadienne, parfois les Arabes, de temps en temps René Lévesque, et moi de temps à autres. Le ministre des Finances (M. Chrétien) a dit que j'étais la cause de tous les problèmes du pays. Il a maintenant trouvé un autre ennemi, les media d'information. Chose certaine, si on examine son budget, ou si on l'a écouté l'autre soir, on aura remarqué qu'il a trouvé un autre responsable des